

" contrôler aujourd'hui... "

---

## • pour un programme marxiste

Le mouvement révolutionnaire joue aujourd'hui son va-tout. Ou bien il reculera pour toute une période, comme en Italie. Ou bien il saura jouer son rôle dans les événements qui se préparent, réussissant à mobiliser une avant-garde cohérente des travailleurs pour imposer le contrôle ouvrier contre les illusions électoralistes et réformistes.

C'est pour une part importante au PSU qu'incombe la tâche de faire progresser et d'unifier la gauche syndicale et ouvrière (notamment dans la CFDT), la gauche du mouvement paysan et tous les travailleurs — notamment les femmes et les jeunes — qui sentent la nécessité de prendre en main leur destin et de ne pas s'en remettre aux réformistes de l'union de la gauche.

Le parti aborde ces tâches, affaibli par la crise qui l'a secoué depuis un an. Pourtant, le départ de son aile réformiste et de ceux qui substituent à l'analyse marxiste le verbalisme ultra-gauche, pourrait lui permettre d'affronter ces tâches difficiles dans de meilleures conditions. Cela ne sera vrai que si le P.S.U. sait en tirer les leçons pour parvenir à une réelle cohérence politique. Le VIII<sup>e</sup> congrès peut être le point de départ de ce renouveau s'il arme le parti d'un véritable programme de transition, ouvrant des perspectives claires pour unifier les luttes révolutionnaires de l'avant-garde ouvrière et paysanne.

Ce programme, nous avons voulu en élaborer le texte de base en commun.

D'abord, pour débloquer la situation en dépassant les fausses querelles et le verbalisme, les débats parlementaires entre fractions fermées qui se regardent le nombril, oubliant le parti. Cela signifiait que nous prenions collectivement en charge l'élaboration du programme de transition afin qu'il gagne en clarté, précision et cohérence.

Ensuite, pour parler de la même chose. En effet, une avalanche de textes dérouta les militants qui, à juste titre, cherchent à travers chaque mot, chaque phrase, ce qui oppose les uns aux autres,

et finissent par se prononcer au petit bonheur, désespérant de tout pouvoir lire, comprendre et comparer. Par ce travail commun nous avons donc cherché à faciliter le sérieux de la réflexion et à en finir avec les dialogues de sourds.

Enfin, pour permettre un vrai débat démocratique aboutissant à une réelle clarification. Travail collectif n'est pas synonyme de confusion. Le parti ne serait pas armé s'il devait adopter un programme de transition bigarré et contradictoire. Or, sous sa forme actuelle, le projet présente des apports contradictoires. Il s'agit donc de le rendre plus homogène, c'est-à-dire d'élaguer la confusion politique et de donner au texte une plus grande cohérence marxiste capable d'en faire un outil dans les luttes. Au lieu de perdre leur temps et leur énergie à grappiller les convergences et les divergences dans divers textes, les militants pourront ainsi se prononcer sur l'essentiel du débat.

Nous proposons donc la prise en considération du texte de la commission.

Nous regrettons que nos camarades de la Gop n'aient pas cru devoir aborder la même démarche : ils avaient toute possibilité de participer au travail collectif et de mettre en évidence leurs propres divergences.



Nous le regrettons d'autant plus que, faute d'un travail collectif, leur texte ne répond pas aux problèmes que se pose le parti à son VIII<sup>e</sup> congrès : sur quels mots d'ordre de transition, correspondant aux aspirations profondes des travailleurs et aux nécessités de la transformation révolutionnaire de la société, est-il possible d'unifier les luttes de l'avant-garde ouvrière et paysanne ? Quels sont les objectifs et la nature d'une société de transition vers le communisme, par quoi ces luttes peuvent être éclairées dès aujourd'hui ?

Faute de temps, nous n'en prendrons qu'un exemple : la partie du texte consacrée à la paysannerie — sans doute la plus riche et la plus indiscutable dans sa description du « fondement de la lutte de classes dans les campagnes ».

Le texte souligne la nécessité pour la classe ouvrière de trouver des alliés parmi les paysans travailleurs. Comme le texte commun, il distingue parmi eux les ouvriers agricoles (qui font partie du prolétariat), les paysans prolétarisés, les petits producteurs indépendants et aussi une couche intermédiaire. Mais à l'unité ouvriers-paysans, il ne propose que des lieux de convergence (les usines de transformation) et des formes d'organisation (des comités de soutien).

Contre l'ennemi commun capitaliste, le texte ne propose aucun mot d'ordre commun, aucune politique commune, aucune perspective commune. Il se contente de conclure : « C'est par l'ensemble de ces raisons que ce qui est à l'ordre du jour aujourd'hui, c'est l'abolition de la division ville-campagne et de la division entre ouvriers et paysans. C'est pour ces raisons-là que l'ensemble des mesures proposées pour la gauche paysanne, fusion immédiate avec les ouvriers, action fusionnée sur tous les aspects de la vie, permettent dès maintenant dans la lutte, de viser la cible du communisme. »

Cette conclusion illustre la confusion de l'ensemble du texte. D'abord si ce « mot d'ordre » (!) a un sens, c'est évidemment pour la seule fraction des paysans prolétarisés. Elle signifie la volonté pour cette couche de travailleurs de s'intégrer à la lutte actuelle des prolétaires des villes, contre leurs exploiters capitalistes. Elle n'a rien à voir avec l'abolition de la division ville-campagne qui sera en effet la « cible du communisme », c'est-à-dire une société à haut niveau de vie et à haute technicité où les travailleurs des villes et des

campagnes, maîtres depuis longtemps de leur production, pourront faire disparaître les contradictions archi-millénaires entre leur type de production et de vie. Elle constituera un objectif, long et difficile à atteindre, de la dictature du prolétariat.

Mais en attendant, pour mobiliser les ouvriers et l'ensemble des paysans-travailleurs, pour amener ceux-ci à contester et à briser la puissance de la bourgeoisie et de son Etat, il faut trouver des mots d'ordre unifiants, correspondant à leurs aspirations profondes.

Ces mots d'ordre doivent être trouvés en amont de la production (contre les trusts des engrais, des machines agricoles, etc.), en aval de la production (contre les grossistes, les prétendues coopératives, etc.), dans le cycle même de la production (concernant le crédit, l'organisation du travail, etc.).

Ils sont médiocrement abordés dans le texte commun, parce que le parti est resté jusqu'à présent sans politique d'ensemble. Mais le texte « vers le communisme » — qui répand bien des confusions sur l'évolution vers le communisme — n'a pas même idée qu'on puisse proposer une orientation politique aux paysans et aux ouvriers.

C'est pourquoi, malgré les idées excellentes du texte Gop, et que nous proposerons éventuellement de reprendre, nous ne prendrons pas en considération un texte rédigé à part, qui n'est pas un programme de transition.

Nous proposons comme base de la discussion le programme de la commission.

## **amender pour clarifier**

Ce projet de la commission comporte des idées excellentes. Amélioré, il peut être très utile pour armer le parti. Mais dans son état actuel, il est encore un monstre : trop long, trop diffus, les idées fondamentales ne se dégagent pas. Mettons à part les maladroites de rédaction, les inévitables répétitions, les longueurs inutiles : tout cela peut être éliminé par une refonte rédactionnelle et ne pose pas de problème politique.

Mettons à part les longueurs, un développement



psychologique intéressant, mais qui reste sans conclusion (III-B), et les insuffisances des prises de position positives sur l'union populaire.

Mettons à part les insuffisances (collectives) qui correspondent aux lacunes de notre travail de parti ces dernières années (sur le travail temporaire, les étudiants, la paysannerie, peut-être le cadre de vie) : tout le parti doit essayer d'améliorer le texte là-dessus ; mais cela n'engage pas l'orientation politique d'ensemble.

Laissons même de côté une insuffisance politique de taille : le texte ne s'insère pratiquement dans aucune perspective internationale des luttes. Cette carence est d'autant plus grave que le texte souligne le caractère international de la domination capitaliste, et que la révolution — nous l'écrivons — ne pourra se consolider en France si elle ne s'étend pas rapidement à l'Europe (au moins à plusieurs pays européens). Malheureusement, cette carence tient à la nature de notre parti et l'état de la discussion ne permet pas de la surmonter. Nous nous contenterons de quelques propositions pour répondre aux problèmes les plus urgents.

L'essentiel de nos propositions d'amendements porte sur l'orientation fondamentale du texte. Deux orientations, en effet, se dégagent à travers tout le texte, quelquefois à l'intérieur d'un même paragraphe et sous la plume du même camarade :

1. une orientation marxiste qui se propose de mobiliser et d'unir les travailleurs pour briser l'Etat bourgeois et orienter la société vers le communisme.

2. une orientation idéaliste et libérale qui propose un modèle de société capable de séduire tous les hommes de bonne volonté et qui efface l'opposition avec les réformistes sur la manière d'y parvenir.

Nous proposons de supprimer tout ce qui correspond à cette seconde orientation et de renforcer la première. Nous en donnons ici quelques exemples :

## **l'objectif du programme de transition**

Cet objectif est bien résumé dans le titre : « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ». Cependant la contradiction apparaît dès la page 10 : « Deux conditions sont en effet nécessaires pour qu'apparaisse l'esquisse d'un nouveau pouvoir qui aurait le socialisme comme objectif :

« — la pression de l'Etat bourgeois doit se relâcher.

« — la volonté des masses populaires doit s'incarner dans un projet global où elle s'exprime et s'organise comme force politique.

Sous la confusion du langage (comment les masses peuvent-elles s'organiser « dans un projet » ?) transparait la confusion politique.

a) Pour que les travailleurs prennent le pouvoir et brisent l'Etat bourgeois, et non pour qu'apparaisse « l'esquisse » (?) d'un « nouveau pouvoir » (?) il est en effet nécessaire que les classes dirigeantes aient perdu confiance, comme en mai 68. L'Etat bourgeois « doit » se relâcher (?!), cela ne peut se faire que sous la pression des travailleurs mobilisés comme en 68, dans la rue et dans les entreprises.

b) L'objectif du programme de transition est précisément de rendre possible cette mobilisation à partir de leurs aspirations présentes, et non de polir un « projet global » de société future : « Les grandes lignes de la société qu'il faudra (?) construire pour mettre fin à l'exploitation et à l'oppression... » **projet qui, nous dit-on,** « peut constituer aujourd'hui une arme essentielle pour la mobilisation populaire. »

La tentation est forte de croire que le programme de transition est un projet de société future, si enthousiasmant que les maçons des classes populaires se mettraient aussitôt à le construire. Mais c'est là une vue fouriériste, dépassée depuis près d'un siècle et demi.

Si nous jugeons utile de tracer les perspectives de la société de transition vers le socialisme et le communisme, c'est seulement dans la mesure où à partir des réalités présentes (les expériences des sociétés de transition, les possibilités des sociétés économiques avancées, les aspirations profondes des masses) nous pouvons prévoir (pas dicter) les conditions dans lesquelles peut s'instaurer et s'affermir le pouvoir des travailleurs. Nous pouvons dire à quelles conditions et lutter pour qu'elles soient réalisées. Nous ne pouvons pas fournir une épure figée de société. Le texte l'affirme dix fois. Mais il n'en fournit pas moins un plan détaillé (au chapitre III) « vers quelle société », qui comporte le tiers du texte. Nous proposons d'élaguer largement les utopies juridiques.

## **l'état**

Il faut le faire d'autant plus que c'est au niveau de l'Etat qu'apparaissent la majeure partie des confusions.



Pour les marxistes, l'Etat est un Etat de classe — maintenant et après la révolution. Le texte l'écrit dix fois, mais l'oublie aussi à dix reprises. Donnons quelques exemples :

Le problème est ainsi posé, page 13 : « Aux questions centrales : qui décide ? au profit de qui ? qu'est-ce qui va changer pour nous ? le programme commun (de la gauche) n'apporte pas de réponse satisfaisante (sic !). Les décisions se prendront toujours en haut, l'Etat sera encore plus développé et encore plus centralisé qu'aujourd'hui : les travailleurs resteront des sujets. »

C'étaient en effet les vraies questions : quelles classes sociales décident ? Au profit de quelles classes sociales ? Est-ce que l'organisation capitaliste du travail et de la vie va changer ? Mais dans la phrase citée l'optique de classe est absente. Le problème pour lui c'est : comment décide-t-on ? Sous une forme centralisée ou décentralisée ? Ce sont là aussi des questions qui ont leur importance (et nous soutenons la décentralisation du pouvoir ouvrier), mais subordonnées à la nature de classe de l'Etat.

En l'oubliant, ou en l'escamotant, on escamote l'essentiel de la « divergence » avec les réformistes : le maintien du capitalisme comme capitalisme privé ou capitalisme d'Etat ; c'est en raison de ce maintien que les travailleurs resteront des sujets (ou plutôt des objets). Faute de le voir, le problème essentiel devient celui de la décentralisation contre la centralisation (du J.J.-S.S.).

Au chapitre III, on va jusqu'à confondre cette décentralisation avec... le dépérissement de l'Etat (c'est-à-dire l'instauration d'une société communiste où l'administration des choses succédera à l'administration des hommes (!). Confondre Marx avec Servan-Schreiber, cela dénote un fort degré de myopie.

Cette introduction doit être complétée et refondue :

1. La nature de classe de l'Etat socialiste est dix fois affirmée — et analysée dans le chapitre II (p. 41 à 48), mais elle est dix fois escamotée.

Il est proposé, page 12, une « société réellement libre ». Ainsi parlait Lassale. Marx répondait dans la « Critique du programme de Gotha » :

« Faire l'Etat libre, ce n'est nullement le but des travailleurs qui se sont dégagés de la mentalité bornée de sujets soumis. »

« Entre la société capitaliste et la société communiste, se place la période de transformation

révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat. »

Mais précisément dans le texte sur l'Etat (II, III) la référence, affirmée au congrès de Lille, à la dictature du prolétariat est absente. Nous proposons de rétablir cette référence.

2. Les camarades nous avaient dit à Lille : « Nous sommes d'accord sur le fond, c'est la formulation qui est maladroite. » Aussi avons nous bien précisé qu'il s'agissait du pouvoir démocratique de l'ensemble des travailleurs pour briser la résistance de la minorité des exploités.

Mais c'est bien sur le fond que revient la divergence. Au chapitre II, il est dit : « L'Etat tire sa légitimité de la base, sa forme dépendra du caractère des luttes qui auront mené à la prise du pouvoir — qu'il soit l'émanation des pouvoirs locaux et régionaux (il faudrait d'ailleurs écrire : des conseils des travailleurs dans les entreprises et les régions) ou l'expression directe du suffrage universel ». Autrement dit : il n'est nullement exclu que le suffrage universel soit la forme de l'élection du pouvoir central, si l'on peut tenir pour négligeable le suffrage des classes dirigeantes et de leurs soutiens. C'est évidemment la situation la plus favorable. Mais au chapitre III, c'est une autre chanson. On répète plusieurs fois que : « le suffrage universel doit rester dans la période de transition, le seul principe de légitimation à l'égard (?) de l'Etat central. -

Ainsi la légitimation du pouvoir n'est pas la majorité des travailleurs mais la majorité électorale. C'est précisément ce qu'écrivait Kautsky. Cela signifie qu'au Chili, par exemple, même s'ils ont la majorité des travailleurs avec eux, dans les usines et dans les campagnes, les révolutionnaires devraient laisser la place à la réaction ! C'est la position des réformistes du PC chilien. Ce ne peut être celle du PSU, d'où la nécessité d'un travail commun de clarification du texte.

## la lutte contre la bureaucratie et la technocratie

C'est un des dangers essentiels pour le pouvoir des travailleurs. Non pas dans la science-fiction de l'évolution d'une société socialiste française, mais dans la réalité que dessinent aujourd'hui les technocrates et les réformistes du P.C.F., dans le cadre d'un capitalisme d'Etat.



Là encore nous disons des choses excellentes, mais :

1. Nous lisons page 14 que le P.S.U. reprend à son compte, dans l'entreprise, l'aspiration des « travailleurs qualifiés, professionnels, techniciens, ingénieurs, attachés à un travail créateur plutôt qu'à l'encadrement » qui - contestent l'arbitraire du pouvoir du capital dans l'entreprise et aspirent à des formes nouvelles du pouvoir dans l'entreprise respectant à la fois la compétence, la responsabilité et la démocratie. »

Telle est la définition la plus dangereuse de l'autogestion. L'autogestion peut représenter la volonté de tous les travailleurs de prendre collectivement en main l'organisation du travail et la production : c'est alors l'expression de l'autonomie de la classe ouvrière qui prend ses responsabilités et n'accepte plus la hiérarchie des pouvoirs venus d'en haut (du patron ou du capitalisme d'Etat). Sous cette forme l'autogestion est un mot d'ordre juste et mobilisateur.

Mais l'autogestion correspond aussi à la volonté de cadres d'exercer leur pouvoir à la place du patron — comme cela se passe finalement en Yougoslavie. Elle se fait alors sans (et contre) les ouvriers non qualifiés selon le degré de « compétence » et de « responsabilité », la « démocratie » consistant en une « participation » formelle des travailleurs qui ne sont pas des cadres. Nous savons très bien que de telles tendances existent en effet parmi les cadres de la C.F.D.T. et que pour eux — parce qu'il s'agit de la forme du pouvoir dans l'entreprise — cette « autogestion » n'a rien à voir avec la dictature du prolétariat. C'est bien cette forme de l'autogestion que les réformistes appuient : est-ce aussi celle que défend le P.S.U. ?

2. Ce n'est pas la réponse du P.S.U. bien sûr, si l'on lit d'autres passages. Mais le chapitre sur l'autogestion qui analyse toutes les « déviations » de l'autogestion oublie de s'en prendre à la principale.

Et les mesures que l'on propose pour parer aux risques de déviation technocratiques (p. 57) sont essentiellement d'ordre juridique : « la composition précise et l'organisation des conseils. »

On retrouve là le juridisme qui encombre ce troisième chapitre. La lutte pour le pouvoir dans l'entreprise, comme dans la société, ne trouvera pas sa solution dans le texte d'un (éventuel) décret, mais en fonction du poids dont pèseront les classes sociales — et les couches de ces classes. Notre parti se bat pour que la classe ouvrière et notamment les travailleurs les moins

qualifiés exigent et conquièrent le contrôle de la production, pour que les détenteurs du savoir ne soient pas, du même coup, les détenteurs du pouvoir : c'est la condition nécessaire pour que disparaisse la division capitaliste du travail ; sinon, elle sera seulement utilisée par d'autres maîtres.

3. Enfin à côté de passages ultra-décentralisateurs nous lisons que cette décentralisation... doit préserver l'Etat national : « il ne s'agit pas d'aboutir à un Etat fédéral ou à de nouveaux Etats nationaux, il s'agit d'assurer des conditions politiques capables d'imposer des priorités de développement pour certaines régions : c'est le cas de la Bretagne, d'Euzkadi, de la Corse... ». Mais là encore, de quel droit déciderions-nous à la place des intéressés ? Nous proposons de conserver la rédaction (contradictoire) du chapitre II :

« L'Etat socialiste ne s'identifie pas lui-même avec la nation telle que la définit l'histoire de la bourgeoisie. Il reconnaît le droit des ethnies minoritaires que la bourgeoisie a écrasées... « Le socialisme permettra à ces minorités nationales de retrouver leur personnalité, leur langue, leur culture et de s'associer sous la forme qu'elles jugeront la meilleure. »

## la prise du pouvoir

Là encore les affirmations sont souvent confuses. Nous ne reprocherons nullement au texte de ne pas en avoir précisé le processus, ni la place qu'y joueront la grève générale, les manifestations de rue, les élections ou les actions insurrectionnelles. Tout cela serait sans intérêt, surtout dans ce texte mais la nature de certaines formulations donne l'impression que nous nous prononçons contre l'action révolutionnaire. Il y a déjà, au chapitre III, une formule équivoque : - L'illusion autogestionnaire... faisant l'économie d'un affrontement peut-être violent avec l'Etat capitaliste. » Or si nous ne savons pas quelle forme prendra l'affrontement avec la bourgeoisie et son Etat, nous savons qu'il ne peut pas ne pas exister. On le voit même au Chili, malgré ses traditions pacifistes et la modération de l'Union Populaire. Seuls les réformistes prétendent qu'on peut déposséder la bourgeoisie... par la voie des libres élections. Il s'agit certainement d'une formulation maladroite. Mais rien n'est plus équivoque au chapitre VI : on y lit : « Choisir a-priori la lutte électorale ou la lutte violente



dispense de cette analyse mais ne peut que conduire à l'échec. »

Comment ça ? : choisir ? Les élections peuvent être un moment d'un mouvement des masses qui pourrait conduire à la révolution socialiste ; c'est ce qui s'est passé en France et en Espagne en 1936, au Chili récemment. Mais, dans le meilleur des cas, (si les vainqueurs des élections étaient des révolutionnaires socialistes) cela empêcherait-il un affrontement violent avec les classes dirigeantes ? Peyrefitte, lui-même, explique que le socialisme ne peut s'instaurer au Chili si l'U.P. reste dans le cadre de la légalité bourgeoise, et il prend les mesures nécessaires pour tenir compte, en France, de la leçon. Plus loin :

« En aucun cas la lutte armée ne peut apparaître a priori (!) comme une forme de libération privilégiée des travailleurs. Toute guerre civile porte en elle les germes d'une nouvelle répression (etc.). »

Bien entendu, personne ne cherche à développer une lutte sanglante. Tout le monde cherche à limiter les frais de la guerre civile. Bien entendu, aucun marxiste ne veut engager la classe ouvrière dans une aventure ni la remplacer par une insurrection minoritaire.

Mais ce type de formulation fait l'impasse sur une évidence de l'histoire : jamais les classes dirigeantes ne cèdent le pouvoir sans résister ; jamais elles ne se laissent déposséder sans répondre par la violence de leurs appareils de répression et de leurs bandes armées. Même quand, comme en Indes, elles se réclament de Gandhi et de la « non violence », elles s'efforcent d'écraser dans le sang toute tentative des opprimés pour se libérer.

Cacher cette réalité aux travailleurs, c'est les désarmer. C'est les laisser sans défense contre la violence des classes possédantes.

Bien mieux, on ne peut pas dire aux travailleurs : prenez demain vos usines — sans leur dire aussitôt : organisez-vous pour les défendre contre les fascistes, les bandes de la C.F.T., ou — si le mouvement n'est pas généralisé — contre les forces de répression.

Nous déposerons des amendements sur ces points :

Le congrès montrera si nombre de ces ambiguïtés découlent d'une position délibérée ou non.

S'il en était ainsi, il serait illusoire d'écrire : « Nous partageons cet objectif avec certaines des organisations révolutionnaires actuelles ». Le P.S.U. ne pourrait trouver d'alliés qu'en Objectif Socialiste ou le P.S. Avec les révolutionnaires, le maintien même d'une « unité d'action croissante » serait improbable. Or au conseil national de Rouen, nous avons été unanimes à indiquer la nécessité d'un regroupement révolutionnaire permettant la construction d'un parti révolutionnaire capable de jouer un rôle réel dans l'événement, et regroupant les militants les plus conscients de l'avant-garde ouvrière et paysanne.

La proposition d'une candidature révolutionnaire commune par le conseil de Juvisy allait dans ce sens. De même la conférence ouvrière, avec L.O. et l'A.M.R. qui a montré comment pouvaient être confrontés sérieusement les points de vue entre militants ouvriers.

Le parti — là encore — ne peut se dégager et faire marche arrière en prenant son parti de l'éparpillement actuel des forces révolutionnaires.

Le manifeste « contrôler aujourd'hui pour décider demain » représente une avancée certaine pour notre parti. Comme nous le demande le secrétariat, notre tâche, celle de toutes les sections et fédérations, celle de notre congrès est maintenant d'amender, de donner une plus grande cohérence à ce texte. C'est dans cet esprit que cette tribune libre a été rédigée. C'est à ce travail collectif que nous nous attelons. Certes le débat ne s'arrêtera pas à Toulouse, mais ce congrès demeure décisif pour l'avenir révolutionnaire du P.S.U.

#### SIGNATURES

**Bouret** (D.P.N. Renault-Cléon-Rouen). **Billaudot** (Grenoble). **Y. Craipeau** (D.P.N. Alpes-Maritimes). **J.M. Gaubert** (Toulouse). **M. Guillien** (C.N.A.-D.P.N.-Alpes-Maritimes). **P. Régnier** (C.N.E. - D.P.N. - Paris). **H. Le Toquin** (Rosny-sous-bois). **Ph Simon** (D.P. N.). **Rueff** (Besançon). **Parys** (D.P.N.). **Ravenel** (Paris). **Buetot** (Besançon). **Jussiaux** (Besançon). **Boisqchauff** (Var).